

# POUR UN IMPÔT PLUS JUSTE ET EFFICACE

Édition 2011

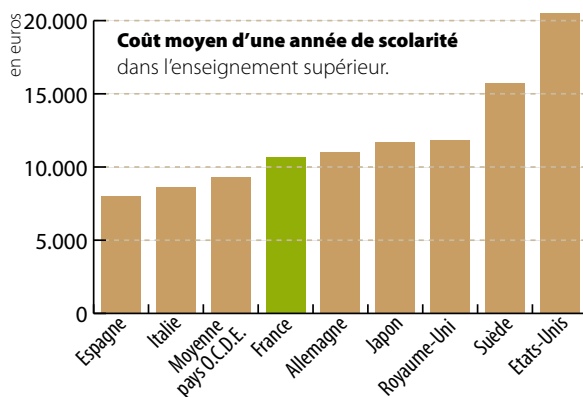
## À quoi sert l'impôt ?

Vous avez certainement le sentiment de payer trop d'impôts. Mais, avez-vous vraiment intérêt à ce que vos prélèvements obligatoires baissent ? Ce n'est pas aussi évident qu'il peut y paraître.

L'impôt permet entre autres de financer l'éducation, la santé, les transports publics, les routes, la recherche... Si l'on met de côté la dimension collective de la fiscalité qui consiste à redistribuer les richesses et donc à garantir la cohésion de la société, a-t-on individuellement intérêt à payer moins d'impôts ? Pour la minorité des Français les plus aisés, certainement. Mais, la majorité d'entre nous a tout à y perdre !

## Sans impôt, ça pourrait nous coûter cher !

Ci-dessous, ce qu'il nous faudrait payer pour une année de scolarité dans l'enseignement supérieur si ce dernier n'était pas financé par l'impôt. À noter, le coût de l'enseignement en France n'est pas si élevé qu'on essaye de nous le faire croire.



## Les fortunés plombent les dépenses publiques

Le Gouvernement mène une chasse impitoyable aux dépenses publiques. Pourtant les dépenses ne sont pas des boulets que nous trainons. Au contraire, ce sont des biens redistribués dans l'intérêt de toute la société.

## Quelques chiffres

**136,5 MILLIARDS D'EUROS**

C'est le déficit public de la France en 2010.

**150 MILLIARDS D'EUROS**

C'est le coût estimé des niches fiscales, par la Cour des Comptes.

**30 à 40 MILLIARDS D'EUROS**

C'est le montant de la fraude fiscale en France selon le Conseil des prélèvements obligatoires.

**2543**

C'est le nombre d'emplois qui seront supprimés, en 2011, à la Direction générale des finances publiques.

**2,4 MILLIONS**

C'est, en nombre d'années de Smic, la fortune de Bernard Arnault, PDG de LVMH, selon le magazine Forbes.

**1500 EUROS**

50 % des Français touchent moins que ce salaire chaque mois.

**750 EUROS**

6,5 millions de travailleurs touchent moins de cette somme chaque mois en France.

Certes, il convient de garantir qu'aucun euro n'est gaspillé et que les recettes sont utilisées à bon escient dans l'intérêt du plus grand nombre.

D'ailleurs, contrairement aux idées reçues, les dépenses n'ont pas flambé ces dernières années. Elles ne sont donc pas plus responsables de la dégradation des finances publiques.

C'est la chute des recettes orchestrée par nos dirigeants, et pas simplement une baisse liée à la crise, qui est à l'origine du déficit budgétaire de l'État. La baisse de ces recettes est due à des choix politiques orientés en faveur des plus riches. Et c'est le plus grand nombre qui se retrouve pénalisé !

# En finir avec **les niches fiscales** !

## Une niche fiscale, c'est quoi ?

Les niches fiscales sont l'ensemble des mesures qui permettent de bénéficier de réductions d'impôts. Pour la Cour des comptes, la totalité de ces dispositifs représente un manque à gagner de 150 milliards d'euros pour l'État.

Pourtant, rien n'a pu démontrer l'intérêt social et économique de la grande majorité de ces « incitations » fiscales.

## À qui profite le crime ?

Tout d'abord les niches bénéficient à ceux qui ont les ressources financières pour faire des investissements.

Ensuite dans le dédale de la loi, encore faut-il être bien informé. Là encore, ceux qui ont les moyens d'avoir des conseillers fiscaux à disposition en sont les grands bénéficiaires.

Il faut savoir également que les niches fiscales sont principalement orientées vers les revenus du patrimoine (revenus fonciers, produits financiers...) et vers les entreprises.

## Mais que fait le Gouvernement ?

Le coût des réductions et crédits d'impôts a augmenté de 142 % depuis 2004 ! En retour, le Gouvernement propose simplement un léger coup de rabet sur les niches fiscales. Elles ne devraient donc reculer que de 6 % en 2011. Ces chiffres démontrent qu'ils ne s'agit que d'un effet d'annonce pour calmer une opinion publique extrêmement critique, à juste titre, devant ces dispositifs injustes et inefficaces.

**Les plus hauts revenus peuvent donc continuer à dormir tranquillement, l'État veille sur leur argent.**

## La fabuleuse histoire de **M. Pognon** !

M. et Mme Pognon sont un couple sans histoire. Ils vivent dans une riche banlieue parisienne. Ils ont deux enfants qu'ils font garder et gagnent très bien leur vie. En 2010, ils ont perçu 50 000 € de salaires et 100 000 € de revenus de leurs actions. Leurs parents ont eux aussi beaucoup d'argent. Comme ils n'en ont pas vraiment besoin, ils ont décidé de leur donner 300 000 euros. Ce qu'ils peuvent d'ailleurs faire tous les 6 ans sans que personne ne paye le moindre impôt ! Ne sachant

pas trop quoi faire de cet argent, M. et Mme Pognon ont choisi d'acheter un appartement neuf, pour le louer, dans le cadre d'un projet immobilier de défiscalisation. Quelle chance ! Cet investissement (loi Scellier) leur permettra de bénéficier de 8 333 € de réduction d'impôt tous les ans pendant 9 ans. En outre, leur ami banquier leur a donné quelques bons tuyaux pour des placements. Malheureusement pour eux, il leur faudra quand même payer 97 € euros d'impôt cette année !

### AVIS D'IMPÔT SUR LE REVENU 2011 (sur les revenus de l'année 2010)



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES FINANCES PUBLIQUES

CDI DE LATHUNE  
3 RUE DU FRIC  
75000 PARIS

COUPLE - 2 ENFANTS  
SALAIRES : 50 000 €  
REVENUS DE PLACEMENTS : 100 000 €

M OU MME POGNON ROGER  
15 RUE DE L'ÉVASION  
92200 NEUILLY / SEINE

#### IMPÔT À PAYER

MONTANT INITIAL :  
14 780 €

TOTAL DES RÉDUCTIONS :  
14 683 €

IMPÔT NET À PAYER :  
97 €

#### RÉDUCTIONS

Investissements locatifs neufs : loi scellier ----- 8 333 €  
Crédit frais de garde des enfants de moins de 7 ans ---- 1 500 €  
Crédit emploi salarié à domicile ----- 3 600 €  
Souscriptions de parts de FCP dans l'innovation ----- 1 250 €

TOTAL DES RÉDUCTIONS ----- 14 683 €

Ceci est une simulation faite sur le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

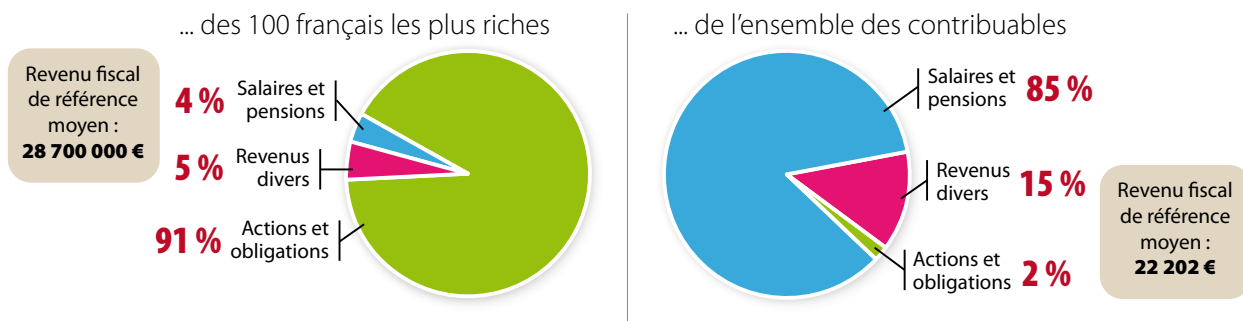
# Des riches **toujours plus riches** !

La baisse des taux d'imposition, l'augmentation des cadeaux fiscaux et une politique favorisant les revenus du patrimoine ont permis aux plus riches de s'enrichir toujours plus en contribuant toujours moins. Aujourd'hui, la quasi totalité des revenus du travail sont soumis à l'impôt sur le revenu alors que plus de 80 % des revenus du capital (actions et obligations) y échappent.

Ces politiques ont donc conduit à un accroissement important des inégalités tout en fragilisant les finances publiques. C'est donc principalement pour alléger encore davantage les impôts des plus riches que les déficits se creusent.

Par contre pour la majorité de la population, cela se traduit par plus de prélèvements pour moins de services publics !

## Nature des revenus...



## Qui paye le plus d'impôt ?

On entend trop souvent dire que la moitié des français ne payent pas d'impôt. C'est ridicule ! Un couple avec un enfant, où chaque conjoint perçoit un Smic, ne paye certes pas d'impôt sur le revenu, mais peut payer 1 000 € de Taxe d'habitation et plus de 3 000 € de TVA par an !

justes, les impôts progressifs représentent moins d'un quart des recettes fiscales de l'État.

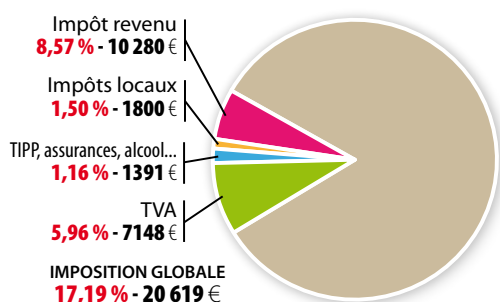
Plutôt que promouvoir ce système, les impôts progressifs (impôts sur le revenu, droits de succession et de donation...) sont affaiblis au profit des prélèvements à des taux proportionnels.

Le taux proportionnel est un taux identique pour tous quels que soient les revenus. Par exemple tous les consommateurs payent autant de TVA. Pour une dépense de 500 € (TVA à 19,6 %), le montant de la taxe s'élève à 82 €. Si la personne gagne 1 000 € par mois la TVA représentera 8,2 % de son salaire. En revanche, si elle en gagne 5 000 €, la même TVA ne représentera pour elle que 1,64 % de ses revenus. C'est la logique inverse de l'impôt sur le revenu !

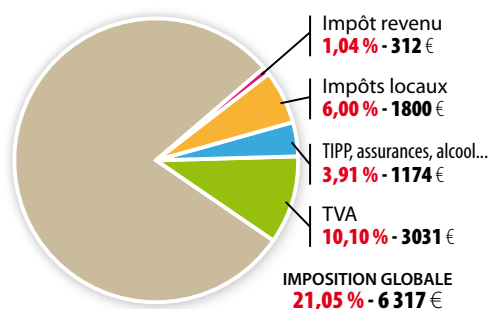
### Augmenter l'impôt sur le revenu et baisser la TVA

La progressivité de l'impôt permet de contribuer à hauteur de ses capacités et de redistribuer les richesses pour réduire les inégalités. En pratique, plus les revenus augmentent plus les taux d'imposition augmentent. Pourtant bien que plus

Dépenses fiscales d'un couple avec 2 enfants  
**(Revenus de 120 000€ net annuel)**



Dépenses fiscales d'un couple avec 2 enfants  
**(Revenus de 30 000€ net annuel)**



Ces chiffres, calculés sur la base de sources INSEE, montrent que le pourcentage d'imposition globale n'est pas forcément plus élevé lorsque l'on dispose de revenus importants. D'autant plus que les ménages aisés font souvent des placements permettant de baisser leur impôt sur le revenu (voir exemple page précédente).

# Des solutions, il y en a !

Les politiques fiscales en cours ont conduit à imposer toujours moins les plus riches et imposer toujours plus la majorité des salariés. Pour plus de justice et d'efficacité, il faut inverser cette logique !

★ Il convient tout d'abord de **réhabiliter l'impôt sur le revenu**. Il est plus juste, car chacun contribue à hauteur de ses moyens. Il est aussi plus efficace, car il redistribue les richesses.

★ Il faut **réduire considérablement les niches fiscales** qui servent aux plus riches à échapper à leurs devoirs de citoyen et dont l'efficacité économique n'a pu être démontrée.

★ Depuis 30 ans, le nombre de tranches d'impôt sur le revenu n'a cessé de baisser, tout comme les taux les plus haut. Au contraire, il faut **augmenter le nombre de tranches et leurs taux**.

★ Il convient de **taxer tous les revenus sans distinction**. Les revenus du capital sont moins imposés que les salaires. Quand ils n'échappent pas à l'impôt, ils sont imposés à un taux fixe de 19 %. Ce dispositif n'est donc avantageux que pour ceux qui ont déjà les taux d'imposition les plus haut !

★ Il ne faut pas seulement réformer l'impôt sur le revenu qui ne pèse que 20 % dans les recettes fiscales. **Il faut revoir toute la fiscalité !**

★ La TVA pèse lourd et fait partie des impôts les plus injustes. Nous proposons donc de **supprimer la TVA sur les produits de première nécessité et de baisser le taux normal de 19,6 % à 15 %**.

★ Les impôts locaux doivent également être réformés. Les bases d'imposition sont obsolètes et doivent être révisées. Il faut **intégrer les revenus des occupants dans le calcul de la taxe**

**d'habitation** afin que chacun contribue à hauteur de ses moyens.

★ Au niveau des entreprises, il est impératif de **revenir sur la suppression de la taxe professionnelle** qui empêchera les collectivités locales de financer les services publics nécessaires à la population. Mais, il convient aussi de **transformer l'impôt sur les sociétés**. Il pourrait augmenter pour les entreprises qui utilisent leurs bénéfices pour capitaliser ou verser de gros dividendes et baisser pour les entreprises qui embauchent, augmentent les salaires, investissent dans l'outil de travail, dans la recherche, la préservation de l'environnement...

★ Au niveau européen et international, il faut **taxer les transactions financières** pour freiner la spéculation, et harmoniser la fiscalité pour mettre fin à la concurrence entre les salariés.

Dans un contexte difficile de finances publiques, l'ensemble de ces propositions est parfaitement réaliste. Elles apportent des réponses pour financer les besoins de tous en allant chercher les richesses là où elles se trouvent. Elles permettent aussi de relancer la consommation en redonnant au plus grand nombre le pouvoir d'achat qui lui a été confisqué.

La fiscalité façonne la société d'aujourd'hui et de demain Ensemble, exigeons le changement !

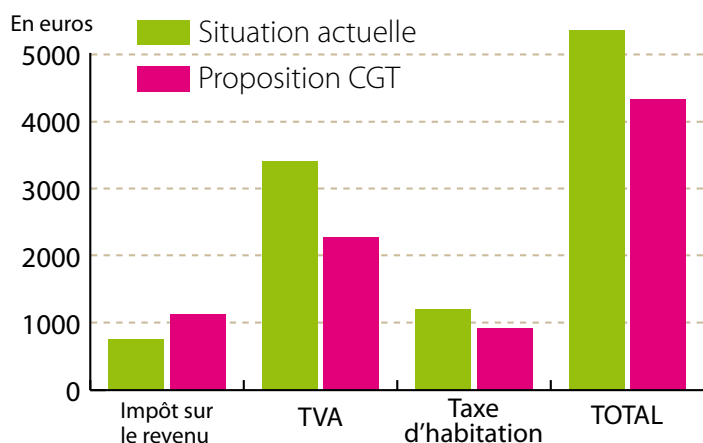
Pour en savoir plus et tester nos propositions, rejoins-nous sur :

[www.justicefiscale.fr](http://www.justicefiscale.fr)

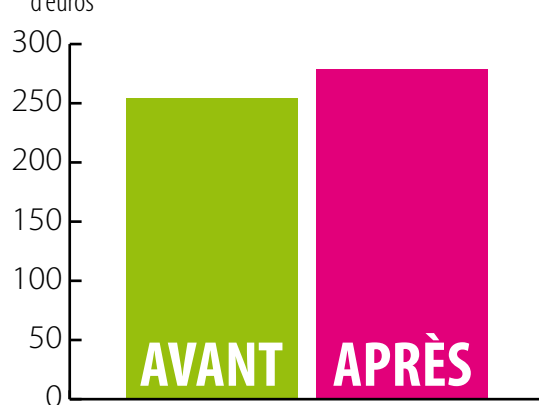


## Conséquences de nos propositions

Couple / 2 enfants / 36 000 € de salaire annuel



En milliards d'euros Recettes de l'État



Nous estimons pouvoir réduire le montant des niches fiscales de 50 Milliards d'euros dès la première année, le coût de nos mesures en matière de TVA s'élèverait à 44,2 Milliards, la modification du barème d'impôt sur le revenu rapporterait 16,6 Milliards d'euros, soit un gain net de plus de 22 Milliards.